



Tout en affirmant n'avoir «aucune ambition politique à part servir notre pays»
Gaïd Salah : Nous continuerons à accompagner les marches pacifiques

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4788 - Jeudi 23 mai 2019 - Prix : 10 DA

Taleb Ibrahim, dans un appel à la jeunesse du hirak

Primauté de «la légitimité objective sur la légitimité formelle»

Page 2

Tizi-Ouzou et Béjaïa

Marche de travailleurs pour exiger le départ de Sidi-Saïd

Page 3

L'administration Trump veut la mort de Huawei

Par Mohamed Habili

Tant que la guerre économique se cantonnait à son volet commercial, on avait au moins une bonne raison de penser qu'elle ne durerait que le temps que les Etats-Unis obtiennent ce pour quoi ils l'ont initiée : la réduction de leur déficit commercial avec la Chine. De ce point de vue, elle cesserait dès lors que cet objectif était peu ou prou atteint. Qu'une année plus tard le déficit américain non seulement ne se soit pas réduit mais au contraire se soit accru de 10% n'implique pas que cette guerre est d'ores et déjà perdue par la partie ayant pris la responsabilité de la déclencher, ni qu'elle va s'étendre ou se prolonger, ou les deux à la fois, jusqu'à ce que les Etats-Unis parviennent à renverser son cours. Même quand vers la fin de l'année dernière, la directrice financière de Huawei, la propre fille du fondateur du géant chinois des Télécoms a été arrêtée au Canada sur demande des Etats-Unis, il était possible de croire que cette guerre n'avait pas pour autant atteint le point de non retour. Meng Wanzhou pouvait être non pas extradée vers les Etats-Unis mais remise en liberté par une justice qui n'avait pas la réputation d'être aux ordres, moins encore à ceux d'une puissance étrangère. Mais avec la décision prise dernièrement par l'administration Trump de bannir du marché américain les entreprises chinoises des Télécoms, Huawei et ZET, les hostilités prennent un tour qui laisse peu de chance à la perspective d'une désescalade prochaine.

Suite en page 3

Des députés envahissent le bureau de Moad Bouchareb à l'APN

Le FLN se donne à nouveau en spectacle



Les déboires au sein de la maison FLN ne sont pas près de connaître leur épilogue. Les derniers en date sont ceux d'hier quand le président de l'APN, Moad Bouchareb, ex-coordonateur de la défunte instance dirigeante du FLN, et des députés du groupe parlementaire du vieux parti se sont donnés en spectacle dans une vidéo qui a alimenté et suscité la risée des réseaux sociaux.

Lire page 2

FCE

La mainmise des pro-Haddad

Page 4

Musique/Distinction

Le chanteur malouf Abbas Righi distingué à Alger

Page 13



Partis Le MSP appelle à une élection présidentielle dans les 6 mois à venir

Le parti du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a appelé, hier, à la tenue d'une présidentielle libre et transparente, supervisée par une instance nationale indépendante, non pas le 4 juillet, mais durant une période de transition s'étendant sur les six mois à venir. Dans un communiqué rendu public, à l'issue de la réunion de son bureau exécutif national, le MSP a rappelé sa vision, présentée à plusieurs reprises depuis le début du hirak, qui affirme que «la présidentielle constitue une étape cruciale pour instaurer et consolider la démocratie et poursuivre le processus des réformes, à condition d'être libre et transparente, après le remplacement des "B" rejetés par le peuple (Bensalah, Bedoui, Bouchareb), et d'être organisée par une instance nationale indépendante à une date autre que celle fixée au 4 juillet, durant une période de transition s'étendant sur les 6 mois à venir». La formation politique a mis en avant «les efforts déployés par la classe politique et la société civile, depuis le début du hirak, pour la cristallisation de visions et d'alternatives ayant associé respect du cadre constitutionnel et mesures politiques, outre les débats en cours à tous les niveaux pour aboutir à la convergence des vues». Le MSP a rappelé, dans ce cadre, «les efforts considérables et les nombreuses initiatives prises par des partis et des personnalités, individuellement et collectivement, en vue de permettre au pays de sortir de la crise, notamment l'initiative du consensus national, lancée par le parti l'été dernier». Mettant l'accent sur «l'impératif de poursuivre le hirak populaire pacifique jusqu'à la réalisation des objectifs, et de le protéger contre toute forme de polarisation idéologique et partisane et contre ceux qui sèment la division et l'hostilité entre les Algériens», le MSP a appelé à éviter toute procédure ou comportement pouvant créer des tensions lors des différentes marches populaires pacifiques. Par ailleurs, le MSP s'est félicité de «la campagne de lutte contre la corruption et la préservation de la sécurité, de la stabilité et des institutions du pays», estimant que «seules des institutions légitimes et crédibles, fondées sur la base de la volonté populaire, en cas de réussite de la transition politique escomptée par tous, sont à même d'assurer la continuité, la durabilité et la justice de cette campagne».

R. N.

Des députés envahissent le bureau de Moad Bouchareb à l'APN

Le FLN se donne à nouveau en spectacle

■ Les déboires au sein de la maison FLN ne sont pas près de connaître leur épilogue. Les derniers en date sont ceux d'hier quand le président de l'APN, Moad Bouchareb, ex-coordonateur de la défunte instance dirigeante du FLN, et des députés du groupe parlementaire du vieux parti se sont donnés en spectacle dans une vidéo qui a alimenté et suscité la risée des réseaux sociaux.

Par Lynda Naili

Hier, des députés du groupe parlementaire FLN, qui avant-hier avaient décidé du gel de leurs activités au sein de l'APN, jusqu'au départ de Moad Bouchareb, passent à une vitesse supérieure et envahissent le bureau du président de l'Assemblée populaire nationale, Moad Bouchareb en l'occurrence, pour exiger de lui une démission immédiate de son poste.

Des vidéos ayant circulé sur les réseaux sociaux, Facebook notamment, montrent une altercation entre des députés du vieux parti menés par Khaled Bouriyah, président du groupe parlementaire FLN, et Moad Bouchareb qui aurait interdit à ces derniers l'accès à la salle de réunions.

«Bouchareb a dépassé toutes les limites en interdisant à ses députés du FLN l'accès à la salle de réunions», a déclaré Khaled Bouriyah à la presse. Une interdiction qui dira-t-il, «n'a d'objectif que d'empêcher les parlementaires d'exprimer leurs opinions à son propos (Bouchareb), et celles du FLN qui appelle à sa démission dans les meilleurs délais, et ce, conformément aux attentes du peuple algérien». Et au président du groupe parlementaire du FLN de déclarer que «Moad Bouchareb affirme qu'il ne bougera pas de son poste jusqu'à ce qu'il reçoive des



PHOTO

ordres venus d'en haut». «Vous savez qui m'a placé à la tête de l'APN», lancera Bouchareb à ses députés.

Voici là un scénario pratiquement identique que vit aujourd'hui Moad Bouchareb à celui vécu il y a quelques mois au même lieu, Saïd Bouhadja, lequel scénario a permis au premier de devenir président de l'APN et au deuxième de s'en retirer sans même déposer sa démission. Reste à savoir, si les

députés frondeurs passeront aux cadenas pour interdire l'accès aux locaux de l'APN à leur président.

Rappelons qu'avant-hier, réclamant le départ de Bouchareb de la tête de l'APN, les députés contestataires en sont venus aux mains avec les gardes du président de la chambre basse du Parlement au cinquième étage de l'immeuble.

En outre, le groupe parlementaire du vieux parti a par ailleurs

décidé du gel des activités de ses structures à l'APN jusqu'au retrait de son président, Moad Bouchareb.

«Etant donné l'entêtement du président de l'APN en passant outre les instructions de la direction du parti, il a été convenu de suspendre toutes les activités des structures relevant du groupe parlementaire du FLN à l'APN, et ce, jusqu'à ce qu'il se retire de son poste», a indiqué un communiqué rendu public au terme de la réunion des membres de bureau du groupe parlementaire du FLN avec les vice-présidents, les présidents des commissions permanentes et leurs vice-présidents et les décideurs, présidée par Khaled Bouriyah, président du groupe. Pour sa part, jeudi dernier, présidant une réunion du groupe parlementaire du FLN, Mohamed Djemiaï, nouveau SG du vieux parti a explicitement appelé «le président de l'APN à répondre aux revendications du hirak et à démissionner de la présidence de l'Assemblée».

Il avait adressé un appel fraternel à Bouchareb dans lequel il lui demande de «faire prévaloir l'intérêt suprême du pays et de l'Etat sur tout autre intérêt personnel et de s'engager avec courage à mettre en œuvre les revendications du peuple algérien qui demande le changement du président de l'APN et le reste des symboles du régime».

L. N.

Taleb Ibrahim, dans un appel à la jeunesse du hirak

Primauté de «la légitimité objective sur la légitimité formelle»

«En dépit de tous les craintes et dangers dont malheureusement "la diabolisation" de certains dirigeants politiques, ou des régions du pays, ou l'atteinte au commandement de l'armée, nous devons tous sauvegarder cet acquis civilisationnel et concilier toutes les parties autant que possible, et de tirer du hirak les slogans qui rassemblent comme "Armée peuple khawa khawa"», a plaidé hier Ahmed Taleb Ibrahim. Il indique notamment dans son message : «La sagesse exige de donner la priorité à la légitimité objective sur la légitimité formelle». Dans une lettre intitulée «A la jeunesse du hirak, préserver la dynamique du changement», l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ahmed Taleb Ibrahim, a appelé les jeunes du hirak qui «ont repris l'initiative» pour construire leur avenir et qui lèvent aujourd'hui «l'étendard du changement et du renouveau» à maintenir «la dynamique» du changement. Dans sa lettre, il expliquera : «Mon âge avancé annule toute

ambition en moi, mais cela ne m'empêche pas de réagir avec ce qui se passe dans mon pays. Je n'ai plus cette force me permettant d'être avec vous dans les marches avec qui vous secouez, depuis le 22 février 2019, les piliers du régime corrompu et vous jetez les bases d'un avenir radieux». L'ancien ministre de l'Education, puis des Affaires étrangères a exprimé son admiration pour le hirak. Il écrira en outre : «La sagesse exige de donner la priorité à la légitimité objective sur la légitimité formelle, en se basant sur le droit du peuple à un changement contenu. La Constitution est l'œuvre des hommes et elle ne doit pas constituer un obstacle au mouvement de l'avenir».

Exprimant son opinion sur l'impasse actuelle, marquée par «l'attachement du hirak populaire à ses revendications», Taleb Ibrahim a tenu à «rapprocher les points de vues» en disant : «Le hirak a atteint un haut degré de maturité et de conscience politique malgré les divisions natio-

nales. En dépit de tous les craintes et dangers dont malheureusement "la diabolisation" de certains dirigeants politiques, ou des régions du pays, ou l'atteinte au commandement de l'armée, nous devons tous sauvegarder cet acquis civilisationnel et concilier toutes les parties autant que possible, et de tirer du hirak les slogans qui rassemblent comme "Les Algériens khawa khawa" et "Armée peuple khawa khawa"», a plaidé l'ancien ministre.

«L'institution militaire doit écouter les propositions des élites et des sages»

Selon lui, l'institution militaire a joué un rôle important dans le maintien du caractère pacifique du hirak en veillant à éviter le recours à la violence.

«Cela a été constaté dans la manière avec laquelle les forces de police et de gendarmerie se comportaient en étant en contact permanent avec les protesta-

taires». «Je vois en cela les graines d'une nouvelle culture sur laquelle serait bâtie la démocratie de demain, je parle de la culture qui interdit l'usage de la violence pour arriver au pouvoir et s'y accrocher», souligne Ahmed Taleb Ibrahim, ajoutant qu'«il est vrai que l'institution militaire est disciplinée et évite de se mêler directement dans les affaires publiques, mais dans la situation particulière que nous vivons elle doit écouter les propositions des élites et des sages».

«Mon but n'est pas de m'aliéner avec un Algérien contre un autre, ma préoccupation est de contribuer avec les autres fidèles à ce pays à trouver une issue pour sauver mon pays de l'impasse politique à moindre coût, car la poursuite de cette situation sera un saut dans l'inconnu, en plus du fait qu'elle fragilise notre économie et menace la stabilité qui est incontournable pour maintenir le rythme du développement», conclut la lettre.

Thininine Khouchi

Tout en affirmant n'avoir «aucune ambition politique à part servir notre pays»

Gaïd Salah : Nous continuerons à accompagner les marches pacifiques

■ Le général de Corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'ANP s'est défendu de toute ambition politique. «Que tout le monde sache que nous n'avons aucune ambition politique mis à part servir notre pays conformément à nos missions constitutionnelles...», a-t-il insisté. Il s'engage en outre à continuer à «accompagner le peuple algérien, de manière rationnelle, sincère et franche, dans ses marches pacifiques».

Par Louiza Ait Ramdane

Le général de Corps d'Armée a réitéré son engagement personnel auquel il ne renoncera jamais, celui d'accompagner le peuple algérien, de manière rationnelle, sincère et franche, dans ses marches pacifiques et mûres, ainsi que les efforts des institutions de l'Etat et de l'appareil de justice. «Nous œuvrons au sein de l'Armée nationale populaire et continuerons d'œuvrer avec honnêteté à accompagner le peuple algérien, de manière rationnelle, sincère et franche, dans ses marches pacifiques et mûres, ainsi que les efforts des institutions de l'Etat et de l'appareil de justice», a déclaré le chef d'état-major de l'Armée. Et d'ajouter : A cet égard, je me suis engagé personnellement à maintes reprises, devant Allah et devant la patrie et l'histoire, et c'est là un engagement solennel auquel je ne renoncerai jamais, par respect à la Constitution et aux lois républicaines.

Le général de Corps d'Armée s'est en outre exprimé une nouvelle fois hier, sur la lutte contre la corruption. Il a souligné que la libération de la justice de toutes les formes de contraintes, de diktats et de pression, lui a permis d'exercer ses missions en toute liberté et d'assainir le pays de la corruption et des prédateurs.



Il s'est attaqué à ce qu'il a qualifié de la «bande» qui tente selon lui de vendre l'idée que la lutte contre la corruption n'est pas une priorité à l'heure actuelle. Il affirme que «les porte-voix et les apôtres de la bande tentent de saborder cette noble démarche par la désinformation de l'opinion publique nationale et prétendre que le jugement des corrupteurs ne constitue pas une priorité, mais il y a lieu de le surseoir jusqu'à l'élection d'un nouveau président de la République qui se chargera de juger ces prédateurs». L'objectif réel derrière cela, ajoute Gaïd Salah, «est d'essayer par tous les moyens d'entraver cette démarche nationale majeure, afin de permettre aux têtes de la bande et à leurs acolytes de se soustraire et de s'échapper de l'emprise de la

justice. Pour cela, elle a essayé d'imposer sa présence et ses desseins». Toutefois, le général de Corps d'Armée tient à rassurer que «les efforts de l'Armée nationale populaire et de son commandement novembriste, étaient aux aguets et ont mis en échec ces complots et conspirations, grâce à la sagesse, la clairvoyance et la perception profonde du déroulement des événements et l'anticipation de leur évolution». Le chef d'état-major de l'Armée a affirmé qu'assumer et accomplir la responsabilité quel que soit son niveau et par n'importe quel individu, et de manière honnête, doit être soumise en premier lieu au paramètre de la conscience claire et vive, et du sens du devoir envers la patrie et le peuple. «Nous avons affirmé à maintes reprises

que la responsabilité est un poids que ceux qui le portent doivent l'assumer devant Allah, devant leur patrie et eux-mêmes, tout au long de la période de l'accomplissement de leurs missions, conformément aux prérogatives qui leur sont assignées par la loi, et ce, en toute intégrité, fidélité et loyauté envers le serment», a-t-il réaffirmé. Et de préciser : «Ces prérogatives dont ils ne peuvent dévier, en aucun cas et se doivent d'œuvrer à exécuter leur devoir, sans négligence ni pressions en veillant à respecter les exigences de la hiérarchie fonctionnelle, et faire aboutir leurs actions de manière convenable et de faire en sorte que leur parcours professionnel soit caractérisé par une bonne performance».

L. A. R.

Tizi-Ouzou

Marche de travailleurs pour exiger le départ de Sidi-Saïd

Des travailleurs ont marché en masse mercredi à Tizi-Ouzou à l'appel de l'Union de Wilaya de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) pour réclamer le changement radical du système et la «réappropriation» de l'organisation syndicale, a-t-on constaté. Du carrefour du stade du 1^{er} Novembre à la placette M'barek

Ait Menguellet, les manifestants, essentiellement des travailleurs du secteur financier (banques, assurances, poste) ont appelé à un changement radical du système, à la réappropriation de l'UGTA et au départ de son secrétaire général, Abdelmadjid Sidi Saïd. Entre autres slogans scandés, «Klitou leblad ya sarragine (Vous avez ruiné le pays)»,

«Djazair hurra démocratie (Algérie libre et démocratique) et «Libérez l'UGTA». Des pancartes appelant à «la restitution de l'UGTA de Aissat Idir et Ben Hamouda», à la consécration d'une «UGTA démocratique et indépendante» et à l'union pour «une véritable république démocratique» ont été également brandies par les travailleurs.

Dans une déclaration distribuée à l'occasion, l'Union de Wilaya de l'UGTA dénonce «une direction qui a longtemps tourné le dos aux luttes sociales et qui ne finit pas de servir de béquilles à un système décadent», et appelant les travailleurs à «signer la pétition nationale exigeant le départ de cette direction».

L. M.

UGTA à Béjaïa

Marche de soutien au mouvement populaire et au rejet du prochain congrès

C'est une impressionnante marche qu'ont organisée hier des travailleurs à l'appel du comité de réappropriation de l'Ugta pour exiger «la réappropriation de la Centrale syndicale des mains de l'actuel secrétariat national et dénoncer «les menaces et autres sanctions prises par Sidi-Saïd et par son secrétariat à l'encontre de dignes opposants». Des milliers de travailleurs issus de divers secteurs d'activités ont exigé hier «le départ immédiat et

inconditionnel du secrétariat national et du pouvoir en place». Les travailleurs ont exigé le départ du système, la réappropriation de l'Ugta, le rejet du congrès du 20 juin prochain prévu par Sidi Saïd, la réhabilitation des travailleurs licenciés, un salaire digne et une pension de retraite qui tienne compte de l'inflation, ouverture de nouveaux postes de travail et un plan de charge pour les entreprises. En parallèle à la marche d'hier, une grève générale est

décrétée dans tous les secteurs. Il est utile de rappeler que l'appel à ces actions a été lancé le 19 du mois en cours. Les travailleurs qui se disent déterminés à aller jusqu'à la réappropriation de l'Ugta et l'arracher des mains de ceux qui ont fait d'elle un instrument au service du pouvoir. Ils ont scandé tout au long de la marche : «l'Algérie est en danger, tout le monde est concerné, «Ulach l'voté ulac», «Ulach smah ulac», «Pouvoir assassin», «Système

dégage», «Pour l'instauration d'une deuxième république...», «En dépit du ramadhan, nous sommes là car nous croyons en notre combat et nous voulons restituer la Centrale syndicale aux travailleurs et faire partir ceux qui ont fait de notre syndicat un instrument au service du pouvoir», déclarait Abdelaziz Hamlaoui. Cette action se veut aussi un soutien indéfectible à l'égard des travailleurs et syndicalistes sous le coup de sanctions abusives.

L'union de Wilaya de Béjaïa dénonce dans une récente déclaration l'agression dont a été victime M^{me} Baroudi Souad, SG de l'union de Wilaya de Tlemcen, les mesures lâches prises par la Centrale syndicale dont les retraits de détachement et les suspensions de syndicalistes, les licenciements abusifs, notamment à Ozgun-Agrodiv Kherrata et ECI Boudiab, et enfin l'acharnement de la direction du CHU de Béjaïa contre les représentants

LA QUESTION DU JOUR

L'administration Trump veut la mort de Huawei

Suite de la page une

Il ne s'agit plus d'élever les barrières douanières devant des produits chinois mais d'interdire à des entreprises chinoises de prendre pied sur le marché américain – plus exactement dans le segment de leur spécialité, celui des Télécoms, et notamment de la 5G, où l'une d'elles, Huawei a pris de l'avance sur ses rivales américaines. Tant que les hostilités se ramènaient de part et d'autre à des hausses tarifaires, les produits chinois n'étaient pas interdits d'entrer sur le marché américain. Les hausses ont d'ailleurs été contreproductives. Huawei, pour ne parler que de lui, se voit par contre exclu de ce marché, n'étant autorisé ni à rien acheter ni à rien vendre. Non seulement il ne peut pas avoir une part du marché des réseaux en construction de la 5G, mais il ne peut plus se fournir auprès des entreprises américaines en composants nécessaires à la fabrication de ses propres produits. Ces interdits à son encontre n'ont pas plus tôt été annoncés que Google faisait savoir qu'il arrêterait tout commerce avec lui. A ce stade on n'est plus dans la querelle commerciale, mais dans une nouvelle dimension de la même guerre entre les deux pays : la dimension technologique, bien plus importante que la première, parce qu'elle commande l'avenir. Parce que la Chine a non seulement rattrapé son retard dans un domaine de pointe par rapport aux Etats-Unis, mais était en train de les dépasser, elle doit expier par où elle a péché. Clairement il ne s'agit plus pour les Etats-Unis de sanctionner Huawei pour avoir enfreint telle ou telle de leurs lois extraterritoriales, ce qui est par exemple reproché à Weng Wanzhou, mais de programmer sa mort, de rendre celle-ci inévitable à terme. Toute grande entreprise bannie du marché américain n'est pas censée survivre à sa proscription. A Huawei d'apporter la preuve du contraire. En attendant, l'administration américaine a dû déjà lui accorder un répit de trois mois, le temps pour ses clients américains de se préparer à faire sans lui. M. H.

Pêche de thon rouge

Quota de 1 437 tonnes octroyé à l'Algérie pour 2019

■ L'Algérie devrait pêcher un quota de 1 437 tonnes de thon rouge au titre de la campagne de pêche pour l'année 2019 qui débutera dimanche prochain, a déclaré, mardi à l'APS, le directeur général de la pêche et de l'aquaculture au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Taha Hammouche.

Par Dalil Y.

La Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) a accordé à l'Algérie un quota de 1 445 tonnes en 2019, sauf que l'Algérie a pêché un quota de 8 tonnes dans des opérations non ciblées et qui sont vendues sur les marchés par les pêcheurs, a précisé M. Hammouche. La quantité a été réduite pour respecter le système des quotas bien défini par la CICTA, selon M. Hammouche. En devise, la valeur du quota qui sera pêché entre le 26 mai et le 1^{er} juillet s'élève à 14 millions d'euros et sera vendu dans le cadre d'une opération purement commerciale prise en charge par les armateurs. Les pays du voisinage, à l'instar de la Tunisie, l'Espagne, la Turquie et Malte sont les principaux clients achetant le thon pêché en Algérie ainsi que d'autres pays possédant des fermes d'engraisement. Le responsable prévoit une augmentation du quota de l'Algérie qui devrait dépasser 2 000 tonnes en 2021 et 2 500 tonnes d'ici à 2025, après une augmentation sensible de la réserve internationale du thon rouge. Dans ce contexte, M. Hammouche a indiqué que le quota de l'Algérie en thon rouge atteindra 1 655 tonnes d'ici à 2020 contre 460 tonnes en 2016. Le quota mondial du thon est fixé



PH.D. R.

après estimation de la réserve disponible en mer par la CICTA qui répartit les parts sur les pays concernés par les campagnes de pêche. Pour M. Hammouche, l'Algérie a le droit de revendiquer l'augmentation de son quota de thon rouge à chaque fois que la réserve internationale augmente et la récupération des quotas perdus par l'Algérie après 2010. 76 millions DA de redevances générées par la pêche au thon rouge versés au Trésor. Pour sa part, le directeur du développement de la pêche, Kadour Omar a fait état de 22 thoniers participant à la campagne, qui prendront le large, mercredi (22 mai 2019) à partir des ports d'Annaba et d'Alger en direction de la zone internationale de la pêche au thon rouge, comprise entre la Tunisie, les îles de Malte et la Sicile, en vue de se positionner sur les sites de pêche, avant le coup d'envoi de la campagne, qui sera lancée, dimanche prochain (le 26 mai). Le nombre des thoniers participant à la cam-

pagne est passé de 14 navires à 22 en 2019. Le montant des redevances (taxes émises à l'établissement des licences de pêche) ayant été payé par les équipiers de ces navires, au profit du Trésor public, au titre de la saison de pêche de cette année, s'élève à 76 millions de DA. Selon le même responsable, les quotes-parts ont été réparties de façon «équitable» et «transparente», entre les navires algériens, tout en prenant compte le tonnage de chaque navire et le niveau de son équipement. Les navires ont été soumis à la réhabilitation en vue d'accéder à la zone de pêche au thon rouge, renforçant ainsi les capacités de la flotte algérienne pour pêcher chaque quote-part fixée par la CICTA, outre la formation d'un important nombre d'inspecteurs en matière de lecture des informations et visionnage des vidéos enregistrées lors des opérations de transfert de thon rouge à des fins de mise en cages. Le même responsable a précisé que la

Direction a obligé les équipiers des navires à embarquer un stagiaire à bord de chaque navire (22 stagiaires), en vue de transférer l'expertise sur le terrain, au profit des jeunes formateurs dans les différentes écoles spécialisées en pêche et les instituts au niveau national. Dans le but de fournir les informations au profit des opérateurs intéressés par l'achat de thon auprès des armateurs algériens, une liste comportant les noms des propriétaires, des navires, des spécifications et des quotes-parts, a été publiée sur le site web de la Direction générale, madrp.gov.dz. Des fermes d'engraisement de thon rouge en Algérie dès 2020 L'Algérie se lancera dans l'activité d'engraisement de thon rouge à partir de 2020 après avoir obtenu en novembre 2018 l'accord de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), a déclaré mardi à l'APS, le Directeur général de la pêche et de l'aquaculture

au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Taha Hammouche. M. Hammouche a expliqué dans ce cadre que l'Algérie avait déposé en 2017 un dossier auprès de la CICTA pour l'obtention d'une autorisation d'engraisement du thon, relevant que cette instance avait octroyé à l'Algérie une licence pour la création de fermes pilotes d'engraisement de thon rouge d'une capacité de 1 800 tonnes/an, des fermes, a-t-il dit, qui permettront d'augmenter la valeur ajoutée en devise de ce produit jusqu'à 50 millions d'euros. La direction générale de la pêche a reçu 10 demandes de la part d'investisseurs privés désirant obtenir des contrats de concession pour exercer cette activité, a indiqué M. Hammouche. Des contrats de concession ont été octroyés à quatre investisseurs pour créer des fermes d'engraisement de thon rouge, et un délai leur a été accordé pour réaliser leurs projets et lancer la production en 2020. Dans le cas où les bénéficiaires des contrats de concession tardent dans la concrétisation de leur projet sur le terrain, la direction procédera à l'envoi de mises en demeure aux retardataires, et au retrait de leurs contrats de concession pour les donner à d'autres investisseurs parmi les 10 ayant déposé leurs demandes. Ces investissements devront être implantés, en premier lieu, à El-Tarf (1 ferme aquacole), Chlef (une ferme aquacole) et Ain Témouchent (2 fermes aquacoles). Pour ce qui est de la commercialisation des produits de ces fermes, M. Hammouche a fait savoir que ces produits seront soumis à la règle offre/demande, soulignant que le marché international était libre et basé particulièrement en Asie. En Méditerranée, il existe douze fermes d'engraisement de thon rouge qui produisent 11 000 tonnes de poissons. La plupart de ces fermes se trouvent en Espagne, Italie, Malte, Croatie et Turquie ainsi qu'en Tunisie qui dispose de deux fermes. La CICTA a délivré, récemment, une licence à l'Egypte et à la Libye pour se lancer dans l'activité d'engraisement.

D. Y./APS

FCE

La mainmise des pro-Haddad

Rien ne va plus au FCE. L'annonce devait en être faite hier mercredi 22 mai : Hassan Khelifati, patron d'Alliance Assurance retire sa candidature de la présidence du FCE. Plus encore, il quitte définitivement cette organisation. C'est ce que nous avons officiellement appris auprès de l'intéressé. Il est d'ailleurs question de voir plusieurs chefs d'entreprises lui emboîter le pas pour quitter massivement cette orga-

nisation et marquer ainsi définitivement leur divorce avec le FCE. Hier, c'était le président par intérim Moncef Othmani qui a été contraint de jeter l'éponge en

pleine phase de préparation et d'organisation des élections pour la présidence du patronat prévue ce 24 juin. La pression et les intimidations qu'il déclare

subir de la part de «certains vice-présidents et de Samy Agli» sont à l'origine de cette démission qui vient de marquer l'aggravation du climat qui règne au sein du FCE. Tout semble indiquer que l'ancienne équipe proche de Ali Haddad exerce un forcing de taille sur le maintien de leur influence. Leur résistance au changement aura engendré de larges fissures dans les fondations de cette organisation désormais exposée à un destin

inconnu. Selon certains membres rencontrés, on avance que la fraude a d'ores et déjà commencé pour fausser les élections annoncées et ce, en manipulant les chiffres. «On veut élire un président sur la base d'un vote fondé sur un total de 300 000 DA de cotisations», nous disent certains qui évoquent la manipulation des rangs de Jil-FCE.

M. L.

Rahmoun Zergoune élu nouveau président par intérim du FCE

M. RAHMOUN Zergoune a été élu hier pour assurer l'intérim de la présidence du Forum des chefs d'entreprises (FCE), en remplacement de M. Moncef Othmani, qui avait démissionné la veille de cette fonction.

R. N.

Agriculture

Le ministère se chargera du stockage de la production d'ail

■ Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche prendra en charge le stockage de la production nationale d'ail de l'actuelle saison, a affirmé, mardi à Mila, le président du Conseil national interprofessionnel des filières ail et oignon, Boudjemâa Hansali.



Par Lamine G.

Cette décision a été prise hier lundi au cours d'une réunion tenue à la direction de régula-

tion et développement de la production agricole du ministère en présence des présidents du conseil national interprofessionnel de la filière ail et oignon, du conseil interprofessionnel de la

filière ail d'Oum El Bouaghi et de l'association des producteurs d'ail de la wilaya de Mila et autres opérateurs, a indiqué M. Hansali à l'APS. Il a été convenu, au cours de la réunion durant

laquelle ont été exposés les problèmes rencontrés par les producteurs d'ail à travers le pays notamment la chute des prix sur les marchés de gros, que le ministère prenne en charge, par

Ph.D.R. le biais de l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes et des opérateurs privés, le stockage des quantités produites d'ail «arrivé à pleine maturité» dans des chambres froides, a-t-il expliqué. «Ceci garantit la prime de stockage de 3 DA le kilogramme pour chaque mois et, par conséquent, sauver les producteurs de la crise actuelle de la chute des prix», a souligné Boudjemâa Hansali, exhortant les agriculteurs à ne récolter l'ail qu'une fois arrivé à pleine maturité. La même source a relevé s'attendre à ce que la récolte stockée atteigne entre 6 000 et 8 000 tonnes, dépassant considérablement les 3 800 tonnes stockées la saison passée dans les chambres froides de l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes. La surface consacrée à la culture de l'ail dans les 16 wilayas productrices de cette plante monocotylédone a atteint 11 700 hectares, a indiqué M. Hansali qui a relevé que les prévisions tablent sur une production «considérable» dépassant de loin celle de la saison précédente. L. G./APS

Pétrole/prix

Le Brent à plus de 71 dollars hier matin

Les prix du pétrole reculaient hier en cours d'échanges européens avant la publication officielle hebdomadaire sur les stocks américains, un rapport préliminaire faisant état d'une hausse inattendue des réserves de brut. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 71,88 dollars à Londres, en baisse de 30 cents par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de réfé-

rence, perdait 49 cents à 62,64 dollars. Les investisseurs prendront connaissance cet après-midi des données de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) sur les stocks des Etats-Unis. Pour la semaine achevée le 17 mai, les analystes tablent sur une baisse de 1,7 million de barils des réserves de brut, sur un retrait de 850 000 barils des réserves d'essence et sur une baisse de 500 000 barils des réserves d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole), selon la médiane d'un consen-

sus compilé par Bloomberg. Mais selon la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API), les stocks de brut ont augmenté la semaine dernière. «Certains participants du marché prennent ça comme un signe que l'offre est amplement suffisante pour répondre à la demande», ont expliqué les analystes, qui ajoutent que «c'est vrai du marché américain, grâce à la production de pétrole de schiste qui grimpe et à un manque d'oléoducs» qui rendraient les exportations plus aisées. Par ailleurs, le

marché suit l'évolution de la position de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires, dont la Russie. Engagés jusqu'à la fin du premier semestre dans un accord de limitation de leurs productions, ces pays devaient décider de renouveler ou non ce pacte lors d'une réunion prévue fin juin à Vienne, mais le rendez-vous pourrait être décalé à début juillet, selon des sources proches du dossier.

Safy T.

Energie/Electricité

Le monde ne parvient pas à atteindre ses objectifs en matière d'énergie durable

Le monde ne parvient pas à atteindre ses objectifs en matière d'énergie durable (ODD) des Nations unies pour 2030, malgré les progrès «importants» enregistrés ces dernières années, a indiqué hier un nouveau rapport. Le document publié par l'AIEA, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), la Division de statistique des Nations unies (UNSD), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), souligne que des efforts «plus soutenus» seront encore «nécessaires», notamment pour atteindre certaines des populations les plus pauvres du monde et améliorer la durabilité énergétique. «L'accès à l'énergie a considérablement progressé ces dernières années, le nombre de personnes sans électricité

passant de 1 milliard en 2016 à environ 840 millions, en Inde et de 1,2 milliard en 2010», a indiqué le document, précisant que l'Inde, le Bangladesh, le Kenya et le Myanmar comptent parmi les pays progrès accomplis depuis 2010. Cependant, regrettent les auteurs du rapport, «sans actions plus soutenues et intensifiées, 650 millions de personnes n'auront toujours pas accès à l'électricité en 2030», dont 9 sur 10 d'entre elles vivent en Afrique subsaharienne. Le rapport de progrès énergétique montre que de gros efforts ont été déployés pour déployer la technologie des énergies renouvelables pour la production d'électricité et pour améliorer l'efficacité énergétique à travers le monde. Mais l'accès à des solutions de cuisson propres et l'utilisation d'énergies renou-

lables pour la production de chaleur et les transports sont encore «très en retard» par rapport aux objectifs. Pour les auteurs du rapport, afin de maintenir et accélérer le rythme des progrès dans toutes les régions et tous les secteurs, «il faudra un engagement politique plus fort, une planification énergétique à long terme, un financement privé accru ainsi que des incitations politiques et fiscales appropriées pour accélérer le déploiement des nouvelles technologies». Pour l'électricité, le rapport indique qu'après une décennie de «progrès constants», le taux d'électrification mondial a atteint 89 % et 153 millions de personnes ont accès à l'électricité chaque année. Cependant, le plus grand défi, souligne-t-on, reste dans les régions les plus reculées du monde et en Afrique

subsaharienne, où 573 millions de personnes vivent encore dans le noir. Par ailleurs, le document mentionne que près de trois milliards de personnes n'ont toujours pas accès à une cuisine propre en 2017, résidant principalement en Asie et en Afrique subsaharienne. «Ce manque d'accès à une cuisine propre continue de poser de graves problèmes de santé et socio-économiques», a-t-il alerté, indiquant qu'en 2030, le nombre de personnes sans accès serait de 2,2 milliards en 2030. En outre, les énergies renouvelables représentaient 17,5% de la consommation totale d'énergie mondiale en 2016 contre 16,6% en 2010, selon le rapport qui précise que la production d'électricité augmente «rapidement», mais a moins progressé dans la

consommation d'énergie pour le chauffage et les transports. «Une augmentation substantielle des énergies renouvelables est nécessaire pour que les systèmes énergétiques deviennent abordables, fiables et durables, en se concentrant sur les utilisations modernes», a-t-il souligné. Sur un autre plan, les auteurs du document ont expliqué que les améliorations de l'efficacité énergétique ont été «plus durables» au cours des dernières années, «grâce aux efforts concertés déployés dans les grandes économies». Cependant, notent-ils, le taux global d'amélioration de l'intensité énergétique primaire est «toujours à la traîne» et les estimations suggèrent un ralentissement important en 2017 et 2018.

Salah Y.

Tipasa / Avant d'éventuelles décisions de fermeture

Les carrières du mont Chenoua objet d'enquêtes

■ Les autorités de la wilaya de Tipasa ont décidé l'ouverture d'une enquête «approfondie» à propos de l'exploitation «suspecte» depuis une dizaine d'années de trois carrières au niveau du mont Chenoua en dépit de son statut de réserve nationale stipulé par un arrêté de la wilaya en 2017, a déclaré le wali, Mohamed Bouchema.

Par Ali Y.

Dans une déclaration à l'APS relative au mouvement de protestation déclenché par les habitants des cités du Chenoua, M. Bouchema a évoqué l'ouverture d'une enquête en début de semaine sur «l'activité suspecte de trois carrières en exploitation depuis une dizaine d'années».

Une situation préoccupante au plus haut des populations environnantes qui appréhendent notamment des risques environnementaux, à l'origine de doléances exprimées au wali.

En effet, de nombreux mouvements de protestation ont été organisés à ce sujet, par des habitants de la région de Chenoua, notamment Sidi Moussa et Nadhor et leurs comités de quartiers, avec le soutien de l'association de wilaya de protection du consommateur et de l'environnement.

Les protestataires ont procédé, entre autres, à la fermeture de la route menant vers ces trois carrières, tout en revendiquant leur fermeture dans les plus brefs délais, au vu des risques encourus pour leur santé et leur environnement, ont-ils soutenu.

Selon le wali, la décision d'ouverture de cette enquête a été prise lors d'une rencontre qui l'a réunie, samedi, avec les représentants des habitants concernés et le président de l'association de wilaya de protection du consommateur et de l'environnement.

L'enquête est destinée à faire le constat de la conformité de l'activité des carrières en cause avec les clauses des cahiers de charges y afférents, notamment au volet environnement et nuisance liée à l'usage des explosifs et de leur impact sur la santé publique et le milieu, avant la prise d'une décision de fermeture définitive, a expliqué M. Bouchema.

«Les premiers échos parvenus à ce sujet, font état, selon le

wali, de l'existence d'une seule carrière en conformité avec la loi», selon le wali.

Il s'agit, a-t-il précisé, de la carrière alimentant le projet de la rocade de Cherchell, qui sera fermée dès sa réception au 3^e trimestre de l'année en cours, selon les assurances du wali, qui a appelé les citoyens à «s'armer d'un peu de patience».

«Les deux carrières restantes seront fermées dans les trois ou quatre prochains mois» a encore soutenu M. Bouchema, soulignant l'intérêt de l'enquête en cours, visant à «confirmer les suspicions évoquées à propos de leurs activités».

Selon des habitants de la région de Chenoua, «ces deux carrières alimentent des projets en dehors de la wilaya, dont celui de l'autoroute Blida- Médéa, un fait interdit par la loi», est-il signalé.

Durant la rencontre ayant eu lieu avec le wali, le président de l'association de wilaya de protection du consommateur et de l'environnement, Hamza Belabbes, qui est depuis deux ans à la tête d'une large campagne visant la fermeture des carrières de Chenoua, a fait un exposé des doléances des citoyens de cette région.

Il a évoqué notamment leur



inquiétude et détresse face aux risques écologiques encourus par le mont Chenoua, à cause de l'exploitation effrénée dont il fait l'objet.

L'association a élaboré, à ce sujet, un dossier complet, englobant une plate-forme des revendications des citoyens et des pétitions des populations environnantes, exprimant leur rejet de ces carrières, avec en prime une copie de la décision de la wilaya portant classement du mont Chenoua en tant que réserve nationale.

Le dossier comprend également un disque compact (CD) englobant des vidéos et photos

des explosions à son niveau, outre une vidéo faisant la promotion des opportunités offertes par le mont Chenoua.

M. Belabbes, qui a déploré la situation «catastrophique» du mont Chenoua, notamment au volet écologique, a pointé du doigt les «autorités de la wilaya, de l'époque, qui ont accordé des autorisations d'exploitation à ces carrières».

Il a, en outre, signalé une hausse des cas d'allergies dans la région, sans fournir de chiffres exacts.

Avec ses forêts luxuriantes de pin d'Alep, ses vieux villages amazighs, et ses ruines

romaines millénaires, le mont Chenoua fait partie des plus belles régions touristiques de Tipasa. Il relève de la chaîne des montagnes de la Dahra parcourant Tipasa à l'Ouest, Cherchell à l'Est et Nadhor au Sud. D'une hauteur de 905 m au dessus du niveau de la mer, le point culminant du mont Chenoua est «Yema Tafoughalt», ou «Afoughal», qui veut dire le point donnant vue sur les plaines. Il est également nommé Adhrar Chenoua, Adhrar Boumaâchouk (mont Boumaâchouk) et Ighil Chenoua (bras de Chenoua).

A. Y./APS

Ouargla

Plus de 20 projets dans la détente et les loisirs avalisés

Vingt et un projets d'investissement dans le domaine des loisirs et de la détente ont été approuvés par la commission spécialisée de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de l'industrie et des mines.

Fruit de l'investissement privé, ces opérations de développement des activités récréatives et touristiques portent sur la réalisation de nouvelles installations de loisirs et de détente, des parcs et jardins, des villages touristiques et des campings, au niveau des communes de Sidi-Khouiled (Ouargla) et dans la wilaya déléguée de Touggourt, a précisé le DIM, Djamel Eddine Tamentit.

Quatorze promoteurs ont obtenu leurs permis de construire, dont six projets ont été

lancés, en attendant l'achèvement des procédures administratives et techniques pour le lancement du reste des opérations. Ces nouveaux projets viennent se greffer à 14 autres projets d'hôtels touristiques privés, classés 3 et 4 étoiles, ayant été avalisés ces deux dernières années au niveau des régions de Ouargla et Touggourt, dont 10 promoteurs ont entamé la concrétisation de leurs projets, a ajouté le responsable. Les nouveaux projets devront, une fois réalisés, booster l'activité touristique dans la région, satisfaire la demande locale sur ces espaces de détente et de combler le déficit en la matière, notamment en période de vacances scolaires, estime M. Tamentit, en signalant que les autorités locales accordent tout l'in-

térêt voulu à ce type de projets allant dans le sens de l'amélioration du cadre de vie du citoyen.

Selon les services de la wilaya, une opération est projetée pour la réhabilitation du parc d'attraction et de loisirs de Ouargla de 144 hectares situé à l'entrée Ouest de la ville de Ouargla, qui s'est nettement dégradé ces dernières années.

Pas moins de 128 nouveaux projets d'investissement ont été approuvés en 2018 sur un total de 193 dossiers déposés par des promoteurs privés au niveau de la commission spécialisée de la wilaya chargée de l'investissement, devant générer près de 4 500 emplois, a-t-on indiqué à la DIM.

Fahim N.

El Bayadh/Labiadh Sidi Cheikh

Installation d'un administrateur pour gérer l'APC

L'administrateur principal Rimes Abdelkrim a été désigné, lundi, pour gérer l'APC de Labiodh Sidi Cheikh située au sud de la wilaya d'El Bayadh dont l'activité a été gelée, a-t-on appris mardi de la direction de wilaya de la réglementation et des affaires générales (Drag).

Ce responsable qui occupait le poste de gestionnaire principal à la Drag a été nommé pour gérer les affaires de l'APC de Labiodh Sidi Cheikh sur décision du wali, Mohamed Djamel Khanfar, en application de l'article 100 du code communal 10/11 suite à une situation de blocage qu'a connu cette APC

depuis son installation en novembre 2017.

Cette situation de blocage et la non cohésion entre les 19 élus de l'APC a affecté le développe-

ment et les projets dans cette collectivité locale de 40 000 habitants en dépit des tentatives de réconciliation initiées par les services de la wilaya pour déga-

ger un consensus entre élus. M. Rimes a été chargé de cette mission en vue de relancer la gestion de la commune et différents projets en suspens et améliorer

le cadre de vie du citoyen, a-t-on souligné.

K. L.

Oran

106 feux déclarés en milieu urbain et forestier en deux semaines

Les éléments de la Protection civile de la wilaya d'Oran ont effectué 106 interventions pour éteindre les incendies dans les zones urbaines et forestières au cours des deux dernières semaines, a-t-on appris mardi auprès de ce corps.

Les incendies ont affecté les espaces boisés en broussailles et maquis, a-t-on indiqué, signalant d'autres interventions menées

en milieu urbain. Le dernier incendie a été enregistré lundi au niveau de la forêt «Tarziza», dans la commune de Misserghine (ouest d'Oran), détruisant un hectare de maquis et de broussailles.

Il est question de la mise en œuvre des dispositions préventives contre les incendies en prévision de la saison estivale cette année, en intensifiant les points d'interven-

tion de proximité d'espaces boisés, et en axant les efforts pour circonscrire les feux pouvant atteindre les espaces environnants vu leurs conditions géographique et climatique. Par ailleurs, les services de la protection civile ont enregistré, lors de la première moitié du mois de ramadhan, près de 1 159 interventions dans la wilaya.

M.L.

Union africaine

Smail Chergui dénonce une guerre par procuration en Libye

■ Le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, a déclaré mardi que la Libye était devenue le théâtre d'une guerre par procuration entre acteurs extérieurs défendant leurs propres intérêts nationaux.

Par Mondji H.

«**L**a situation est encore compliquée par le fait que la Libye est devenue essentiellement un champ de bataille par procuration entre certains acteurs extérieurs qui défendent leurs intérêts nationaux par le biais de mandataires locaux», a indiqué Smail Chergui lors d'un briefing au Conseil de sécurité sur la Libye. Le commissaire de l'UA qui s'exprimait par vidéoconférence depuis Addis Ababa, a relevé qu'il était impératif pour la communauté internationale de reconnaître «l'ingérence extérieure toxique sans précédent en Libye».

Ces acteurs extérieurs ont contribué à inonder la Libye d'armes, créant un environnement propice au développement de l'activité des groupes terroristes, a indiqué M. Chergui.

«Ces interférences aggravent la situation déjà instable sur le terrain», a-t-il alerté en lançant un appel aux différents acteurs à «œuvrer dans l'intérêt du peuple libyen et de la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye».

Les combats en Libye ont aussi entraîné de nombreuses alliances entre des milices armées et les deux autorités rivales, le Gouvernement d'union nationale (GNA) et l'Armée nationale libyenne (ANL), a-t-il fait remarquer.

Actuellement, le rythme alarmant de la détérioration de la situation en Libye exige un cessez-le-feu immédiat et la mise en place de couloirs sécurisés pour l'acheminement de l'aide humanitaire.

A Tripoli, l'intensification des affrontements entre les deux camps rivaux a eu des effets dévastateurs sur les migrants africains, notamment sur les détenus dont certains auraient été utilisés comme boucliers humains ou obligés à participer aux combats, selon le commissaire de l'UA.

«Au-delà de notre coordination avec l'Organisation internationale pour les migrations et l'Union européenne sur cette question, des efforts supplémentaires sont requis d'urgence», a



ajouté Smail Chergui, soulignant que l'UA demeurerait convaincue qu'il n'y pas de solution militaire à la crise libyenne.

La Libye risque la partition

Lors de ce briefing, l'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, a présenté un rapport alarmant sur la situation en Libye qui, selon lui, risque de «s'enfoncer dans une guerre civile et entraîner sa partition indélébile».

Salamé a déclaré qu'il avait passé deux ans en espérant éviter de faire un tel briefing au Conseil de sécurité.

«Je ne joue pas les cassandre (figure de la mythologie grecque qui prédisait l'avenir) mais les violences autour de Tripoli ne sont que le début d'une longue et sanglante guerre dans la rive sud de la Méditerranée qui mettrait davantage en danger la sécurité des voisins immédiats et méditerranéens de la Libye», a-t-il affirmé.

Le chef de la Manul a noté que plusieurs rapports avaient fait état de la présence d'extrémistes et de personnes faisant l'objet de mandats d'arrêt par la CPI (Cour pénale internationale) au sein des deux camps rivaux.

Appelant les belligérants libyens à se dissocier de ces per-

sonnes, l'émissaire de l'ONU a recommandé au Conseil de sécurité de mettre en place une commission d'enquête pour exclure ces éléments et remettre à la CPI ceux qui font l'objet d'un mandat d'arrêt.

«Il n'y a pas de solution militaire en Libye. Ce n'est pas un cliché, c'est un fait, et il est grand temps que ceux qui ont nourri cette illusion ouvrent les yeux et s'adaptent à cette réalité», a-t-il affirmé.

S'adressant au Conseil de sécurité, Salamé a soutenu que les Libyens ont besoin d'une communauté internationale qui travaille de concert pour atténuer leurs divisions et non pas les amplifier.

«Un avenir meilleur est encore possible mais nous devons tous être saisis de l'urgence de l'instant, alors que les lignes de front demeurent à la périphérie de Tripoli et avant que les combats ne se propagent», a-t-il estimé.

L'émissaire de l'ONU a insisté sur le respect de l'embargo sur les armes, relevant que les armes continuent d'affluer vers les deux pouvoirs rivaux de l'est et de l'ouest.

«Sans un mécanisme d'application robuste, l'embargo sur les armes imposé à la Libye sera une blague cynique», a déclaré l'émissaire onusien regrettant que certains pays continuent

d'alimenter ce conflit sanglant.

Les experts du Comité des sanctions concernant la Libye, présidé par la Suède, évoque des violations manifestes de l'embargo par les Emirats arabes unis et l'Égypte qui soutiennent le chef de l'ANL, Khalifa Haftar.

Les milices affiliées au GNA ont reçu le 18 mai une trentaine de véhicules blindés de la Turquie pour contrer l'offensive de Haftar sur Tripoli.

Violents combats au sud de la capitale Tripoli

Des combats violents faisaient rage mardi au sud de la capitale libyenne Tripoli, où des tirs à l'artillerie lourde ont été entendus depuis le centre de la ville, ont rapporté des agences de presse.

Ces tirs à l'artillerie lourde ont été entendus depuis le centre de Tripoli, selon l'agence AFP. La capitale libyenne est visée par une agression des troupes du général Khalifa Haftar.

Ces combats sont les plus violents depuis le début du mois de ramadhan, le 6 mai. Ils ont eu lieu notamment dans le quartier de Salaheddine, en banlieue sud où des forces du Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale et basé dans

la capitale, ont gagné du terrain, a affirmé leur porte-parole Moustafa al-Mejji.

Ces affrontements interviennent alors que l'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghassan Salamé, a déclaré plus tôt dans la journée que les violences autour de Tripoli ne sont que «le début d'une guerre sanglante dans la rive sud de la Méditerranée qui met davantage en danger la sécurité des voisins immédiats et méditerranéens».

S'exprimant devant le Conseil de sécurité, le chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a fait part de sa grande inquiétude face à l'intensification des combats entre camps rivaux en Libye, accusant certains pays de «se nourrir de ce conflit».

Salamé a indiqué que plusieurs rapports font état de la présence au sein des deux camps rivaux d'extrémistes et de personnes qui font l'objet de mandats d'arrêt par la Cour pénale internationale (CPI).

L'émissaire de l'ONU a insisté sur le respect de l'embargo sur les armes, affirmant que les armes qui continuent d'affluer vers les camps rivaux risquent d'enfoncer le pays dans une guerre civile et précipiter sa partition.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'attaque déclenchée le 4 avril par les troupes de Khalifa Haftar venant de l'Est libyen, pour s'emparer de Tripoli a fait jusqu'à présent 510 morts et 2 467 blessés.

Selon l'ONU, plus de 75 000 personnes ont aussi été obligées de fuir et plus de 100 000 personnes sont prises au piège des combats aux abords de Tripoli.

M. H./APS

Tunisie

Liberté provisoire pour l'expert de l'ONU arrêté pour «espionnage»

L'expert de l'ONU Moncef Kartas, détenu depuis fin mars en Tunisie sur des accusations d'espionnage, a été remis mardi en liberté provisoire, a-t-on indiqué de source judiciaire.

«La chambre d'accusation a décidé de la libération provisoire de Moncef Kartas», a déclaré le porte-parole du parquet, Sofiene Sliiti, en insistant sur le fait qu'il restait «pour-

suivi par la justice tunisienne».

Interrogé sur le sujet, M. Sliiti, cité par l'AFP, a par ailleurs affirmé que l'expert, pour lequel l'ONU réclamait la libération immédiate et l'abandon des poursuites, n'était pas sous le coup d'une interdiction de sortie de territoire.

Membre d'un groupe de spécialistes chargés par l'ONU d'enquêter sur les violations

de l'embargo sur les armes imposé à la Libye, M. Kartas était en détention depuis fin mars sur des accusations d'espionnage.

L'ONU, par la voix de son porte-parole, avait récemment dénoncé la situation de ce expert germano-tunisien, arguant de la validité de son immunité diplomatique, contestée par Tunis.

Racha G.

Cima Motors

Le nouveau Hyundai Creta FL à partir de : 2 599 900 DA



Animée par Ali Zidane

Cima Motors représentant exclusif de la marque Hyundai et de

l'usine de TMC vient de lancer sur le marché algérien le tout nouveau SUV Hyundai Creta restylé.

Le Nouveau Creta disponible dans les showrooms et

point de vente de Cima Motors est proposé en deux motorisations en essence et diesel.

Le New CRETA est également disponible uniquement

en version automatique. Cima Motors annonce que son nouveau modèle GL est doté d'une motorisation essence le 1.6 essence MPI de 123 ch accouplé à une boîte de vitesses automatique (BVA) et d'un bloc diesel le 1.6 CRDI d'une puissance maxi de 128 ch associé à une boîte automatique à 6 rapports.

Long de 4 270 mm, large de 1 780, haut de 1 630 mm et un empattement de 2590 mm, le New Creta est doté de plusieurs équipements de sécurité, à savoir airbags frontaux conducteur et pas-

sager, ABS, dégivrage lunette arrière, régulateur de vitesse, roue de secours en acier, troisième feu de stop, verrouillage centralisé à distance, système d'alarme anti-intrusion.

Pour les équipements de confort, le SUV coréen dispose de climatisation manuelle, appui-têtes avant réglables en hauteur, lampe de lecture à l'avant et à l'arrière, accoudoir conducteur avec vide poches, accoudoir arrière avec porte gobelets, vitres avant et arrière électriques, volant et levier de vitesse en cuir, volant cuir avec commandes, autoradio avec écran tactile 5", USB / prise 12 V, et Bluetooth avec commandes téléphone au volant.

Il dispose notamment de calandre noire avec contour chromé, jantes en alliage 16, rétroviseurs extérieurs réglables électriquement, vitres arrière surteintées, feux, antibrouillard AV, garde boue avant arrière, rétroviseurs, poignées de portes couleur carrosserie, barres de toit chromées, bloc de rétroviseurs avec clignotants intégrés, plaques de protection à l'avant et à l'arrière en gris.

Cima Motors offre une garantie de 5 ans ou 100 000 km en plus d'une livraison immédiate.

Tarifs du New Creta GL :

- 1 - New CRETA GL 1.6 ESS BVA : 2 599 900 DA
- 2- New CRETA GL 1.6 CRDI BVA : 3 188 800 DA

Sécurité routière durant le mois de ramadhan

Le Groupe Renault s'associe au CNPSR



Le Groupe Renault confirme son partenariat avec le CNPSR (Centre national de prévention et de sécurité routière) et organise conjointement une opération de sensibilisation à la sécurité routière du 20 au 29 mai au niveau des «Sablettes». Cette opération va dans la continuité des actions prises par le Groupe

Renault afin de limiter le nombre d'accidents de la route, particulièrement élevé pendant le mois sacré du ramadan. Après sa participation à la 2^e édition du Salon international de la sécurité et de la prévention routière en janvier dernier, et la signature d'un accord de partenariat avec le Centre national de prévention et

de sécurité routière (CNPSR) le 25 février 2019. Renault Algérie confirme son engagement citoyen pour lutter contre le fléau de l'incivisme routier en s'alliant avec le CNPSR pendant ces soirées ramdanesques. Les visiteurs des «Sablettes» seront invités à découvrir 2 ateliers, un atelier dédié à l'information et aux conseils : des statistiques se rapportant aux accidents de la route, ainsi que des indications pour prévenir les risques y seront présentés. Le deuxième atelier quant à lui sera dédié à des animations : casques de réalité virtuelle et simulateurs de conduite seront mis à la disposition au public. De plus, une piste pédagogique a été aménagée

pour faire découvrir les règles de base du code de la route aux enfants, qui se verront offrir des kits de coloriage à leur passage. En marge de cet événement, Renault Algérie a lancé depuis le début du mois de ramadhan une campagne de sensibilisation à la sécurité routière sur les réseaux sociaux. Des «story» d'alerte sont régulièrement publiées pour inciter la communauté à avoir les bons réflexes au volant, et pour les prévenir contre la vitesse et la fatigue, principales causes des 23 000 accidents de l'année dernière en Algérie. Pour rappel, la prévention routière est l'un des piliers des actions citoyennes de Renault Algérie, au même titre que la solidarité et l'éducation.

Alliance Nissan-Renault

Le japonais accepte l'entrée du DG de Renault dans son CA



Nissan a décidé de remanier profondément son conseil d'administration (CA), faisant un geste envers Renault en y acceptant l'entrée de son directeur général, Thierry Bolloré, alors que le constructeur japonais se trouve affaibli par l'affaire Ghosn et de très mauvais résultats. Sous l'égide de son patron Hiroto Saikawa, qui a l'intention de rester à son poste malgré les critiques, le groupe va proposer aux actionnaires, au cours d'une assemblée générale prévue fin juin, une structure renouvelée et élargie à 11 administrateurs, dont sept issus de l'extérieur du groupe, selon un communiqué publié vendredi. M. Bolloré va

ainsi rejoindre le président du conseil d'administration du groupe français, Jean-Dominique Senard, dont la nomination a déjà été approuvée début avril par une AG extraordinaire. Selon une source proche du dossier, «c'est une importante concession, étant donné que la direction de Nissan a très peu confiance en M. Bolloré». Ce dernier a en effet longtemps soutenu Carlos Ghosn après son arrestation le 19 novembre à Tokyo sur des soupçons de malversations financières, suscitant l'incompréhension et l'ire de Nissan dont une enquête interne est à l'origine de la chute du magnat de l'automobile. Une

autre source précise que «M. Senard a été poussé pour cette nomination face aux Japonais qui refusaient au début». «Pour Renault, l'enjeu est d'avoir au conseil d'administration, à côté de M. Senard, un bon connaisseur du dossier, quelqu'un qui a du poids et qui sera aligné sur les mêmes positions», ajoute cette personne. Sur les recommandations d'un comité de gouvernance, Nissan a par ailleurs plus que doublé le nombre d'administrateurs externes, le portant à sept, afin d'améliorer la transparence, jugée très opaque sous Ghosn, qui concentrait tous les pouvoirs selon le groupe nippon. Les deux anciens de Renault, Jean-Baptiste Duzan et Bernard Rey, qui siégeaient de manière indépendante, quittent leur poste. Parmi les nouveaux venus, figurent Bernard Delmas, président de Nihon Michelin Tire et ancien président de la CCI au Japon, ou encore Andrew House, président de Sony Interactive Entertainment.

Peugeot

Nouvelle 208 II prochainement dans les concessions

Pour rivaliser avec la Renault Clio 5, qui arrivera dans les concessions au mois de juin, Peugeot communiquera les tarifs de la nouvelle 208 au même moment. Il proposera aussi une offre spéciale en attendant le lancement de la 208 II au mois d'octobre 2019.

Chez Peugeot, pas question de laisser le champ libre à la nouvelle Renault Clio 5. Si cette dernière arrivera dans les concessions quatre mois avant sa rivale, le constructeur sochalien maintient la pression au fil des mois. Pour preuve : au mois de mars, il a dévoilé les prix en location de la 208 et ouvert les pré-commandes puis début juin, il dévoilera la gamme et les tarifs ce qui lui permettra d'ouvrir le carnet de commandes. Officiellement, les essais et le lancement commercial auront



lieu au mois d'octobre avec les premières livraisons sur le dernier trimestre de 2019 en versions thermiques et début 2020 pour la e-208 électrique.

La gamme se compose de cinq finitions (Like, Active, Allure, GT Line et GT) et de cinq motorisations (1.2 PureTech 75, 100 et 130 en essence, 1.5 BlueHDi 100 en diesel et électrique de 136 ch). L'actuel modèle débute à partir de 14 500 € en version 1.2 PureTech 68 Like. A l'inverse de la Renault Clio 5 qui a contenu ses tarifs, ceux de la Peugeot vont fortement augmenter.



Iran

Washington met l'accent sur «la dissuasion», «pas la guerre»

■ L'administration de Donald Trump a semblé mardi vouloir freiner l'escalade militaire avec l'Iran après deux semaines de montée des tensions, assurant privilégier «la dissuasion, pas la guerre» et avoir réussi à éloigner les menaces les plus imminentes.

Face au scepticisme provoqué par les accusations des États-Unis, qui martelaient depuis début mai que la République islamique préparait des attaques «imminentes» contre des intérêts américains, les chefs de la diplomatie Mike Pompeo et du Pentagone Patrick Shanahan ont informé à huis clos les parlementaires américains de la nature des renseignements dont ils disposaient. Sans toujours convaincre les élus démocrates, dont plusieurs redoutent que la multiplication des déploiements militaires américains au Moyen-Orient ne dégénèrent en conflit avec Téhéran. «Il s'agit de faire de la dissuasion, pas la guerre», a assuré M. Shanahan à l'issue des auditions au Congrès. Il a ajouté que les mesures prises par Washington avaient d'ailleurs permis d'éviter des attaques, notamment «contre les forces américaines» dans la région. Il avait déjà estimé dans la matinée que l'action américaine avait permis d'écartier pour l'instant «le risque d'attaques contre des Américains». Le président des États-Unis avait déjà baissé d'un ton lundi. «Nous n'avons pas d'indication qu'ils vont» attaquer des intérêts américains, avait reconnu Donald Trump, au lendemain de l'un de ses avertissements les plus musclés à l'égard de l'Iran,

dont il avait promis «la fin officielle» en cas d'agression. Les responsables de l'administration Trump n'ont pas divulgué les informations ayant déclenché le déploiement dans le Golfe d'un porte-avions, de bombardiers B-52, d'un navire de guerre et d'une batterie de missiles Patriot, ainsi que le rappel dans la précipitation d'une partie des diplomates américains en poste en Irak. Selon le sénateur républicain Lindsey Graham, partisan d'une ligne dure face à l'Iran, MM. Pompeo et Shanahan ont expliqué qu'il s'agissait d'une «escalade jamais vue des menaces». «La force militaire envoyée dans la région sert à dissuader l'Iran de s'en prendre à des Américains ou à nos intérêts, pas à envahir l'Iran», a-t-il assuré. Il a aussi estimé, après ce briefing confidentiel défense, que le gouvernement iranien avait «coordonné et ordonné l'attaque» contre des navires et un oléoduc dans le Golfe. Si la récente attaque de drone contre un oléoduc saoudien a été revendiquée par les rebelles yéménites soutenus par Téhéran, les auteurs de mystérieux «actes de sabotage» contre quatre navires restent inconnus. Pour la première fois, Mike Pompeo a toutefois aussi mis en cause Téhéran, jugeant «assez probable que l'Iran soit derrière» ces sabotages, «à la

lumière de tous les conflits régionaux de la dernière décennie et de la forme de ces attaques». Le secrétaire d'État a d'ailleurs insisté sur les quarante années «d'actes malveillants» de la part de l'Iran pour estimer que la menace récente était réelle. «Nous savons tous que l'Iran est méchant!», s'est agacé le député démocrate Adam Smith. «Mais quelle est la politique pour aller de l'avant?» De nombreux élus de l'opposition au président Trump estiment que ce dernier a favorisé la montée des tensions en quittant l'accord sur le nucléaire iranien, en multipliant les sanctions et en inscrivant les Gardiens de la Révolution – l'armée idéologique de la République islamique – sur la liste noire américaine des organisations terroristes. Certains soupçonnent le gouvernement américain d'exagérer la menace pour provoquer une déflagration avec la République islamique. Si le milliardaire républicain assure ne pas vouloir d'une nouvelle guerre et se dit même prêt à dialoguer avec les dirigeants iraniens, certains ténors de son administration, à commencer par son conseiller à la sécurité nationale John Bolton, ont toujours fait partie des faucons partisans d'un



changement de régime à Téhéran et de frappes pour empêcher l'Iran de fabriquer la bombe atomique. Après les auditions de MM. Pompeo et Shanahan, et sans remettre en cause la véracité de la menace iranienne, les démocrates ont insisté sur les risques de voir l'escalade prendre une mauvaise tournure. Le sénateur Bernie Sanders, candidat aux primaires démocrates pour l'élection présidentielle de 2020, a ainsi dit sa «grande préoccupation» de voir la situation dégénérer en guerre

«de manière intentionnelle ou non». «Et on parle d'une guerre qui durerait très, très longtemps», a-t-il lancé. Là aussi, Patrick Shanahan et Mike Pompeo ont tenté de donner des gages au Congrès. «Notre principale préoccupation en ce moment est d'éviter tout mauvais calcul iranien. Nous ne voulons pas d'escalade», a dit le premier. «Nous avons de nombreuses manières d'avoir des canaux de communication» avec les dirigeants iraniens, a rassuré le second. Rosa C.

Brexit

Theresa May tente de sauver son plan critiqué de toutes parts

La Première ministre britannique Theresa May n'a réussi à convaincre ni sa majorité ni l'opposition au Parlement avec son plan de la «dernière chance» pour mettre en œuvre le Brexit, critiqué de toutes parts, et elle se retrouve une nouvelle fois dans une impasse. La dirigeante conservatrice doit affronter à midi (11h00 GMT) le feu des questions des députés, avant de défendre son plan, à la veille des élections européennes que lancera le Royaume-Uni et les Pays-Bas, premiers pays à voter. La réunion du «comité 1922», responsable de l'organisation des Tories, pourrait encore accroître la pression sur Theresa May, déjà sommée la semaine dernière par cette instance de préparer son départ. Mardi, la Première ministre avait enjoint les députés à soutenir son plan. Selon elle, il s'agit de la «dernière chance» de respecter la volonté des Britanniques, qui ont voté à 52% pour la sortie de leur pays de l'Union européenne en juin 2016. Les élus ont déjà rejeté à trois reprises l'accord de Brexit qu'elle avait conclu en novembre avec Bruxelles. Pour éviter une sortie sans accord, la sortie de l'UE, prévue le 29 mars, a été en conséquence repoussée deux

fois, avec la date du 31 octobre désormais pour horizon. Un report qui a rendu furieux certains partisans de ce divorce historique et obligé le gouvernement à organiser le scrutin européen en catastrophe. Theresa May a annoncé mardi une série de compromis, dont la possibilité de voter sur un second référendum et le maintien dans une union douanière temporaire avec l'UE, pour tenter de rallier à son plan de Brexit la majorité des députés. Mais à peine présentées, ces propositions, critiquées de tous côtés, semblaient déjà condamnées. Les Travailleurs avaient rompu vendredi les pourparlers engagés avec Mme May pour trouver un compromis sur le Brexit. Éteinte par l'opposition, le plan de Theresa May n'était pas non plus épargné au sein de son parti conservateur. «On nous demande maintenant de voter pour une union douanière et un deuxième référendum. Le projet de loi va à l'encontre de notre programme, et je ne voterai pas en sa faveur», a tweeté l'ancien ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, candidat à la succession de Theresa May. «C'est devenu un rituel douloureux dans un processus tortueux: la Première ministre dévoile une

vision pour le Brexit et les députés font la queue pour la démolir à la Chambre des communes», analysait la BBC. Signe du niveau d'opposition rencontré par la nouvelle offre de Theresa May, le ministre de l'Environnement Michael Gove a laissé entendre hier que le vote sur le projet de loi sur le Brexit, censé intervenir début juin, pourrait être remis en cause: «Au cours des prochains jours, nous réfléchirons à la façon dont les gens envisagent la proposition». Dans ce contexte, le scrutin européen d'aujourd'hui s'annonce comme un jeu de massacre pour le parti de la Première ministre. Selon un sondage YouGov publié hier par le «Times», les Tories finiraient à une humiliante cinquième place (7%), 30 points derrière le Parti du Brexit de Nigel Farage, en tête. Dans le cas où les députés finiraient par approuver le projet de loi, M^{me} May entend les faire voter sur la tenue d'un second référendum sur le Brexit. Ce second référendum porterait sur l'accord de sortie négocié par Theresa May, mais la presse britannique soulignait que les députés pourraient inclure la possibilité d'un maintien dans l'UE.



Impuissance

Subterfuge

Par Fouzia Mahmoudi

Comme beaucoup l'avaient prédit, Recep Tayyip Erdogan, ivre du pouvoir qui est désormais le sien en Turquie, ne se gêne plus pour trafiquer des élections et faire prévaloir son parti malgré les choix des électeurs. En effet, le maire déchu d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, a dénoncé hier les «mensonges» invoqués pour annuler son élection le 31 mars et a appelé ses électeurs à rester mobilisés lors du nouveau scrutin le 23 juin. «Personne ne croit à leurs allégations», a déclaré Imamoglu lors d'un rassemblement à Istanbul pour lancer sa nouvelle campagne. Il a dénoncé les «mensonges» et «excuses» invoqués par le parti au pouvoir AKP, qui avait dénoncé des «irrégularités massives» lors du scrutin. Les recours de l'AKP avaient conduit le Haut-comité électoral à annuler le scrutin et à convoquer un nouveau le 23 juin. «Quand je regarde leurs visages, je vois qu'eux-mêmes n'y croient pas», a-t-il ajouté. Ekrem Imamoglu avait battu Binali Yildirim, candidat de l'AKP et ex-premier ministre, avec moins de 13 000 voix d'avance. Une marge minimale à l'échelle d'une ville de plus de 15 millions d'habitants, contrôlée par les islam-conservateurs depuis 25 ans. Selon les analystes, le gouvernement rechigne à perdre le contrôle de la mégalopole, qui fournit à son maire des ressources très importantes et une plateforme politique de premier plan. «Le 23 juin, nous montrerons à la Turquie entière qu'il n'y a pas d'autre issue que la démocratie et les urnes», a insisté Ekrem Imamoglu. Il a également affirmé que sa nouvelle campagne, dont le slogan sera «S'il y a Imamoglu, il y a de l'espoir à Istanbul», se concentrerait sur la fin des dépenses «extravagantes» de ses prédécesseurs. «Les ressources de la municipalité d'Istanbul sont en train d'être pillées», a-t-il dénoncé, ajoutant que la municipalité n'est pas la «propriété d'une poignée de personnes». Reste à voir si les électeurs d'Istanbul se mobiliseront pour donner la victoire à celui qui a déjà remporté la première élection ou si le subterfuge grossier d'Erdogan aura porté ses fruits en favorisant son candidat et garder ainsi la mainmise sur la grande métropole turque. F. M.

Musique/Distinction

Le chanteur malouf Abbas Righi distingué à Alger

■ L'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) a distingué, lundi soir à Alger, le chanteur du style Malouf, Abbas Righi, à l'occasion de la sortie de son premier coffret de CD.

Par Adéla S.

Organisée au Théâtre national algérien (TNA), en présence d'un public nombreux, la cérémonie a débuté par la projection d'un documentaire de 10 mn, réalisé par l'Onda, sur le parcours artistique de Righi, contenant des parties de concerts et de soirées animées par le chanteur, outre des extraits sur les principaux artistes l'ayant marqués, à l'image du doyen de la chanson Malouf, le défunt El Hadj Mohamed Tahar Fergani.

M. Righi a consacré ce coffret de 4 CD, édité par l'Onda (2018), sous le titre «*Couleurs de Constantine*», à la chanson constantinoise, dans ses différents genres, en hommage aux chantres de cette musique.

Accompagné de sa troupe musicale, Righi a interprété plusieurs titres tirés du Malouf et du patrimoine andalou dont un Haouzi de Cheikh Mohamed Ben Msayeb «*Nar El Hawa Gdat Fi Kalbi*» et le fameux poème «*Salah Bey*».

Par ailleurs, le chanteur de Malouf a exprimé son «*immense joie*» de participer à cette soirée, se disant heureux pour sa distinction par l'Onda, d'autant que son coffret se veut un «*hommage*

au Malouf constantinois».

L'artiste qui compte parmi les jeunes talents qui perpétuent la tradition de la musique Malouf à Constantine, a participé à plusieurs manifestations artistiques en Algérie et à l'étranger, notamment au Kazakhstan, Corée du Sud, Japon, Tunisie, Canada, Qatar et autres.

L'Association constantinoise «*Nassaim El Anas*», présente à cette soirée, a exécuté un morceau musical selon le mode sika, ouvert avec un bachraf, suivi d'un msedar intitulé «*Akhfayt*», d'un b'taihi intitulé «*Bakiat el Ghamam*», outre des insirafts et des khlass, avant de clôturer avec un zejel spirituel intitulé «*Ya Rab el Arab*», interprété à l'oc-



casation du mois sacré de ramadhan.

Créée en 2013, «*Nassaim el Anas*» est une association culturelle de musique andalouse destinée aux jeunes, composée de

70 membres. Ayant participé à plusieurs festivals locaux et nationaux notamment à Alger, Annaba, Skikda, Tenes, elle a pour vocation «*la transmission de l'amour du malouf aux jeunes*

générations».

Cette soirée a été animée dans le cadre des soirées ramadaniennes qu'organise l'Onda, en coordination avec le TNA.

A. S./APS

Oran

Démarches pour la création d'un club des photographes

La chambre d'artisanat et des métiers d'Oran envisage de créer un «club des photographes» pour la promotion de cette activité inscrite dans le cadre de la liste d'artisanat artistique, a-t-on appris du président de la CAM.

Cette association regroupera des artisans qui exercent le métier de photographe, soit ceux qui possèdent des locaux ou des photographes ambulants, a indiqué Boukhari Farhat.

L'idée de création du club qui sera concrétisée bientôt, intervient suite au grand

engouement des jeunes pour la photographie, manifesté dans les salles des fêtes, sur les pages du Net, dans les sites touristiques et lors d'expositions.

Cette démarche contribuera à l'organisation de ce métier au niveau d'Oran, surtout que le nombre de photographes est en croissance permanente, notamment les photographes ambulants, selon le même responsable qui a noté que le nombre d'inscrits au niveau de la chambre de wilaya d'artisanat et des métiers est estimé à au moins 600 adhérents. Dans le cadre de cette initiative, des

sessions de formation sont programmées au profit de photographes par des spécialistes en vue de développer leurs performances artistiques et leur imprégner de nouvelles techniques, surtout avec l'évolution dans ce domaine, a-t-on souligné.

Le club de la photo concerne aussi les artistes plasticiens et s'ajoutera aux autres associations créées l'année dernière concernant la couture, le bâtiment et travaux publics, la joaillerie et la boulangerie, est-il précisé.

Slim N.

Sondage

Victor Hugo, meilleur représentant de la langue et de la culture françaises

Selon un sondage Harris Interactive - «*Le Magazine littéraire*», Victor Hugo incarne le mieux la France, «*sa culture, sa langue et son génie*», tant au niveau national qu'à l'étranger, selon une enquête de Harris Interactive pour *Le Magazine littéraire*, réalisée en ligne du 24 au 26 février 2015 sur un échantillon de 1 006 personnes. Mais ce monument de la littérature en dissimule d'autres. Juste derrière lui, figurent le dramaturge Molière (à 43%) et l'auteur de récit d'aventures et d'anticipation Jules Verne (à 37%).

Victor Hugo photographié par Nadar dans les années 1880

Difficile de lui avoir échappé pendant sa scolarité. Pour 63% des Français, l'auteur des *Misérables* et

de *Notre-Dame de Paris* incarne le mieux la France, «*sa culture, sa langue et son génie*», tant au niveau national qu'à l'étranger, selon une enquête de Harris Interactive pour *Le Magazine littéraire*, réalisée en ligne du 24 au 26 février 2015 sur un échantillon de 1 006 personnes. Mais ce monument de la littérature en dissimule d'autres. Juste derrière lui, figurent le dramaturge Molière (à 43%) et l'auteur de récit d'aventures et d'anticipation Jules Verne (à 37%).

Trois femmes sur 35 écrivains

A noter que les sondés pouvaient choisir jusqu'à six réponses parmi une liste prédéfinie de 35 écrivains. Curieusement, dans celle-ci ne figuraient que trois femmes : Simone de Beauvoir, Marguerite Duras et Françoise Sagan. On peut s'étonner de l'absence de la première femme élue à

l'Académie française en 1980, Marguerite Yourcenar. Seul écrivain «*vivant*» à figurer sur cette liste : Patrick Modiano, prix Nobel de littérature en 2014. Un autre Français contemporain à avoir obtenu le même Nobel en 2008 brille aussi par son absence : JMG Le Clézio. Enfin, le seul auteur de la France d'outre-mer à être représenté dans la liste, c'est Aimé Césaire.

Les classes populaires

attirées par Marcel Pagnol et Jean de la Fontaine

Hormis ces «*oubliés*», on remarque que les hommes sont plus nombreux à citer Jules Verne et Victor Hugo, tandis que les femmes citent davantage Emile Zola. Les CSP+ citent davantage Victor Hugo, Molière ou Voltaire, tandis que les CSP- considèrent davantage que Marcel Pagnol ou la Fontaine sont les écrivains qui représentent le mieux la France. De plus, les non-lecteurs citent davantage Emile Zola ou Jules Verne tandis que les lecteurs considèrent davantage que Victor Hugo et Molière sont les écrivains qui incarnent le mieux la France.

Enfin, on note que Stéphane Mallarmé, qui figure dans la liste, n'a pas été cité une seule fois par les sondés. Tant pis pour la reconnaissance de ce créateur des premiers poèmes typographiques de la littérature française avec Un coup de dés jamais n'abolira le hasard. J. M.

Littérature

Michel Houellebecq, lauréat du Prix d'Etat autrichien

Le romancier de 63 ans a été distingué pour son art de «*provoquer le débat*». Michel Houellebecq est le nouveau lauréat du Prix d'Etat autrichien de littérature européenne, doté de 25 000 euros, a annoncé hier le ministre de la Culture à Vienne.

Le romancier de 63 ans, un des auteurs francophones les plus traduits et les plus vendus à l'étranger, a été distingué pour son art de «*provoquer le débat*», a souligné le ministre Gernot Blümel dans un communiqué.

La légion d'honneur

«*Il écrit de façon claire, précise et sans compromis sur des thèmes qui font bouger notre société européenne et la modifient profondément : du radicalisme politique au terrorisme en passant par les biotechnologies et le rêve de l'immortalité*», relève-t-il. Dans son septième roman, «*Sérotonine*», paru en janvier, Michel Houellebecq a plongé ses lecteurs au cœur d'une France rurale et souf-

frante, semblant anticiper le mouvement des «*gilets jaunes*».

Distingué à de multiples reprises en France et fait chevalier de la Légion d'honneur par le président Emmanuel Macron le mois dernier, Houellebecq est le premier romancier français à être distingué par le Prix autrichien de littérature européenne depuis Patrick Modiano en 2012. Ce dernier avait décroché le Prix Nobel deux ans plus tard.

Yol B.



Sport scolaire / Mondiaux d'athlétisme
Le président de la FASS très satisfait

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne du sport scolaire, Abdelhafid Izem, a qualifié d'«*honorables*», mardi, les résultats obtenus par les athlètes algériens aux Championnats du monde scolaires d'athlétisme, organisés du 14 au 19 mai à Split (Croatie), relevant l'importance d'accorder davantage d'intérêt à ces jeunes sportifs. «*Nos athlètes ont réalisé des performances encourageantes et amélioré leurs records personnels. Ils ont affiché leurs capacités face aux meilleurs équipes du monde, en témoigne la 8^e place au classement général décrochée par la sélection algérienne des gar-*

çons, ajoutée à d'autres classements honorables réalisés dans les épreuves individuelles», a expliqué Izem. Selon le premier responsable de la Fédération algérienne, «*certains athlètes sont prometteurs. Ils disposent de capacités réelles et devraient bénéficier de plus d'attention et d'un plus grand suivi sur le terrain*». Plus de 900 athlètes issus de 40 pays dont 24 Algériens, ont pris part aux Championnats du monde scolaires d'athlétisme Jean-Humbert de Split. La compétition s'est disputée en deux parties : entre sélections et inter-écoles. Les sélections algériennes ont décroché la 8^e place en garçons et la 13^e en filles.

Ligue 1 de football (29^e journée)
La JSK s'impose et menace l'USMA

■ La JS Kabylie a réalisé une excellente opération en s'imposant sur le score de (2/1) face au NA Hussein-Dey lors de cette 29^e et avant-dernière journée de la Ligue I Mobilis, ce qui lui permet de garder espoir quant à la possibilité de décrocher le titre en menaçant l'actuel leader, l'USMA, qu'il rejoint à la première place après que ce dernier a été neutralisé à domicile par le MCO sur le score de (1/1).



Les Canaris euphoriques

Par Mahfoud M.

Les Canaris qui croient dur comme fer en la possibilité de coiffer au poteau la formation algéroise qu'ils ont battue dans une confrontation directe la semaine dernière, sont entrés dans ce match face au Nasria tambour battant. C'est donc logiquement qu'ils trouveront la faille à la 65^e par Belgherbi qui venait d'effectuer son entrée sur le terrain et qui n'avait laissé aucune chance au portier nahdiste Boussof d'une tête imparable. Les Sang et Or ont, entre-temps, réussi à égaliser à la 75^e par El Orfi, mais leur joie ne fut que de courte durée puisque l'homme en forme de la JSK, Belgherbi, remet ça et corse la mise en soulignant un doublé. Ces trois points sont très précieux pour la JSK qui met la pression sur les Rouge et Noir, tenus en échec

par le MCO, reportant de ce fait sa consécration qui se décidera lors de la dernière journée de la Ligue I. La formation de Soustara avait pourtant bien débuté en réussissant à inscrire le premier but à la 46^e par Benmoussa sur penalty. Les Hamraoua se savant menacés de relégation ne baisseront pas les bras et pousseront jusqu'à pouvoir égaliser à la 59^e par le Camerounais Vivian d'une tête rageuse après un coup-franc botté côté droit par Aouedj. Le Paradou AC qui était pourtant bien parti pour disputer le titre, est encore tombé face à une formation jouant sa survie en L1, à savoir l'AS Ain M'Ilila qui l'a battu sur le score de (2/1). Dans la course pour la troisième place, la JS Saoura a pris le meilleur sur l'ES Sétif sur le score de (2/1). Zaïdi (15^e) et Hamia (45^e) ont marqué par les Sudistes alors que Bakir (44^e) a inscrit la seule réalisation sétifienne. Au bas du tableau, le MO Béjaïa a réalisé l'essentiel en dominant le CR Belouizdad, dans une confrontation directe entre mal-classés, sur le score de (1/0). Amokrane (68^e) a planté la seule banderille du match en faveur des gars de la Soummam. Dans l'autre match choc entre mal-classés, le CA

Bordj Bou Arréridj a pris le dessus sur l'O Médéa par la plus petite des marges, avec un but de Athmani à la 35^e, signant la descente des gars du Titteri. Un autre club est assuré de jouer en Ligue II la saison prochaine, c'est le DRB Tadjenant qui a été tenu en échec à domicile par le CS Constantine, avec deux penaltys ratés. Enfin, l'USM Bel Abbès poursuit son redressement et se rapproche du maintien après avoir battu chez lui au stade du 24 février le MC Alger sur le score de (2/1). Benayad a signé un doublé pour la Mekerra (75^e 80), alors que le Sénégalais Dieng a marqué le but mouloudéen à la 72^e. Reste à connaître maintenant l'identité de la troisième formation qui accompagnera le DRBT et l'OM en LII et qui sera connue dimanche prochain à l'occasion de la dernière journée de la Ligue I.

M. M.

Handball / Nationale 1

Le MCO risque de perdre ses joueurs

L'ÉQUIPE de handball du MC Oran, qui a échoué à retrouver l'Excellence à l'issue de l'exercice écoulé, est exposée à une véritable saignée au sein de son effectif, prévient-on dans l'entourage de cette formation de Nationale 1. Plusieurs joueurs, las d'attendre leur situation financière régularisée, sont sur le départ, surtout qu'ils ne manquent pas de convoitises, a indiqué la même source. Relégué en Nationale 1 la saison passée, le MCO, qui jadis faisait la fierté de la petite balle algérienne, a éprouvé les pires difficultés pour tenir le coup dans l'antichambre de l'élite lors de la première partie de la saison avant de redresser la barre lors de la seconde et terminer la compétition à la troisième place au classement. Cette résurrection avait coïncidé avec le changement opéré au niveau de la barre technique, qui a été confiée à un ancien

joueur du club, en l'occurrence Sid-Ahmed Tab. Ce dernier, qui a réussi un excellent travail, tente tant bien que mal de conserver ses meilleurs éléments en prévision de la saison à venir, mais sa mission s'annonce délicate, prédisait-on au MCO. Le club phare de la capitale de l'Ouest avait vécu une situation délicate lors de l'été 2018 au point où il a failli déclarer forfait pour la compétition en raison du refus de ses joueurs, qui réclamaient leur argent, de reprendre l'entraînement. C'est ce qui expliquait du reste le début raté du championnat dont le titre a souri à un autre club oranais, à savoir le MC Oued Tlelat, auteur d'une accession historique en Excellence. Mais tout indique qu'au sein du MCO l'on n'a pas encore une fois retenu la leçon, puisque le nouvel exercice s'annonce à nouveau sous de mauvais auspices.

Basket-ball / Nationale 1 dames

Le tournoi pour le titre programmé les 8 et 9 juin

LE TOURNOI pour le titre de champion d'Algérie de basket-ball seniors dames 2018-2019, prévu initialement du 23 au 25 mai à Staouéli (Alger), a été reporté aux 8 et 9 juin avec une nouvelle formule de compétition, a-t-on appris mardi de la Fédération algérienne de la discipline (FABB). Sur demande des clubs concernés, la FABB a changé la formule de compétition pour l'obtention du titre de champion qui devait se jouer sous forme d'un tournoi (3 jour-

nées) regroupant les équipes classées de la 1^{re} à la 4^e places à l'issue de la 1^{re} phase, à savoir le GS Pétroliers (tenant), Hussein-Dey Marines, le MT Sétif et l'USA Batna. Le titre se jouera désormais avec une formule à élimination directe (demi-finales puis finale). Les demi-finales, prévues le 8 juin, mettront aux prises le GS Pétroliers à l'USA Batna et Hussein-Dey Marines au MT Sétif. La finale et le match de classement sont prévus le lendemain.

ASM Oran

L'assemblée des actionnaires tentera de résoudre la crise

Une assemblée générale des actionnaires de la société sportive de l'ASM Oran sera organisée dans les prochains jours pour examiner et prendre les décisions qui s'imposent face à la situation délicate que traverse le club de Ligue deux de football «Mobilis». Les actionnaires devront notamment désigner un nouveau conseil d'administration à même d'éviter à la formation oranaise un avenir qui s'annonce incertain, a indiqué à l'APS

Larbi Oumamar, membre de la direction de l'ASMO. Le deuxième club phare de la capitale de l'Ouest du pays, qui a assuré en extrême son maintien dans l'antichambre de l'élite pour le deuxième exercice de rang, vit des turbulences depuis la fin de la saison causées notamment par le retrait de plusieurs dirigeants, à leur tête le président du club sportif amateur, Merouane Beghor, qui assurait la gestion du club professionnel. Outre

Beghor, d'autres responsables actifs de la formation de «M'dina J'dida», à l'image de Mohamed Saâdoune et Larbi Oumamar, s'apprêtent à leur tour à jeter l'éponge. Selon Oumamar, également membre du bureau fédéral, la crise financière, qui perdure dans le club depuis déjà plusieurs années, est à l'origine du départ des principaux dirigeants du club «car n'arrivant plus à subvenir à ses besoins», a-t-il déploré.

Résultats et classement:

ASAM-P AC	1-0
USMA-MCO	1-1
DRBT- CSC	0-0
NAHD- JSK	1-2
CABBA- OM	1-0
JSS-ESS	2-1
MOB-CRB	1-0
USM BA-MCA	2-1

Classement	Pts	J
1). USM Alger	49	29
2). JS Kabylie	49	29
3). PAC	45	29
4). JS Saoura	44	29
5). ES Sétif	42	29
6). MC Alger	40	29
-) CSC	40	29
8). CABBA	37	29
9). NAHD	36	29
-). ASAM	36	29
11). CRB	35	29
-). USMBA	35	29
13). MC Oran	33	29
-). MO Béjaïa	33	29
14). O Médéa	31	29
15). DRBT	31	29

